



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE



Centre for Research on
Children and Families



MISSION DE RECHERCHE
Droit & Justice

Placement Préparation scolaire
Famille Consommation Maltraitance
Autisme Problèmes de comportement
Anorexie Prévention Délinquance TDAH
Filles/Garçons Agressions sexuelles Anxiété
Intervention Ecole Prostitution Trauma

DOCTORAT EN
PSYCHOÉDUCATION



L'INSTITUT
MUTUALISTE
MONTSOURIS



Rapport n°18-31
Juin 2021

PROSTITUTION DES MINEURS ET REPRÉSENTATION DES TRAVAILLEURS SOCIAUX. ANALYSE FRANCO-CANADIENNE

Note de synthèse

Sous la direction de : Aziz Essadek, maître de conférences, Université de Lorraine, Laboratoire INTERPSY,
Delphine Colin-Vézina, directrice du Centre de recherche sur l'enfance et la famille de l'Université
McGill
Nadine Lanctôt, professeure à l'Université de Sherbrooke et titulaire de la chaire de la recherche du
Canada (CRC) sur le placement et la réadaptation des adolescentes et des jeunes femmes en
difficultés
Maurice Corcos, pédopsychiatre, praticien hospitalier - professeur universitaire, Université de
Paris et chef de service du département de pédopsychiatrie à l'Institut Mutualiste Montsouris.

Ont également contribué à ce rapport de recherche :

Lolita Baesel, psychologue, étudiante en doctorat, Université de Lorraine, Laboratoire INTERPSY

Gérard Shadili, pédopsychiatre à l'Institut Mutualiste Montsouris

Marion Robin, pédopsychiatre à l'Institut Mutualiste Montsouris, Université Paris-Saclay

Marie-Aude Piot, pédopsychiatre à l'Institut Mutualiste Montsouris, Inserm U1178/CESP U1018

Nadine Demogeot, maîtresse de conférences en psychologie, Université de Lorraine, Laboratoire INTERPSY

Charlène Charles, maître de conférences en sociologie, Université de Créteil, Laboratoire LIRTES

Agnès Ducros, Médecin en santé publique, spécialiste de la protection de l'enfance.

Étudiants ayant participé à l'étude

Jean-Christophe Perronnet, Université de Lorraine

Typhaine Krebs, Université de Lorraine

Anne-Marie Ducharme, Université de Sherbrooke

Kharoll-Ann Souffrant, Université McGill

Collaboration avec les institutions

Nous tenons à remercier l'ensemble des professionnels du conseil départemental de l'Essonne, de l'association AVVEJ, de l'association AVSEA 88 et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Ile de France pour avoir participé à cette étude et pour les différents échanges qui nous ont permis la réalisation de cette recherche.

Le présent document constitue le rapport scientifique d'une mission réalisée avec le soutien du GIP Mission de recherche Droit et Justice (convention 18.31). Son contenu n'engage que la responsabilité de ses auteurs. Toute reproduction, même partielle est subordonnée à l'accord de la Mission.

Problématique

« La prostitution des mineurs demeure rare même si, au bout du compte, les jeunes concernés sont relativement nombreux » (Joseph, O'Deyé, Chaquet, 2011).

À travers cette citation, l'auteur souligne la complexité de faire un recensement exhaustif des mineurs en situation de prostitution, et ce, pour plusieurs raisons, notamment parce que l'attention se porte sur des mineurs pris dans des réseaux de trafic d'êtres humains et concerne des jeunes de provenance étrangère ou des mineurs isolés étrangers en errance. Or, la prostitution est protéiforme et multi-situationnelle. Le Code pénal Français définit la prostitution dans son article 225-12-1 comme étant le fait de « solliciter, d'accepter ou d'obtenir des relations de nature sexuelle d'une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle, en échange d'une rémunération, d'une promesse de rémunération, de la fourniture d'un avantage en nature ou de la promesse d'un tel avantage ». Pour cette raison, Joseph & al. (2011) préfèrent mentionner différentes formes de prostitution qui incluent la traite des êtres humains, mais également « les prostitutions invisibles, qui ne sont pas nommées comme telles et qui ne sont pas repérées, liées à une augmentation constatée de situations de précarité chez les jeunes [...] Cette prostitution exercée *via* les services Internet de rencontre et de drague [...] est largement inconnue », elle peut avoir un caractère ponctuel ou être plus fréquente (Joseph et al., 2011, p.112) et les prostitutions identitaires, « liées à la construction d'une identité sexuelle en même temps qu'à la recherche de solutions de survie quotidienne » (Ibid. p.112). À cela nous pouvons également ajouter le terme « michtonneuse » (Mohammed, 2011), phénomène plus souvent présenté comme de la pré-prostitution en lien avec le caractère non continu. Ces personnes sont mal identifiées et non associées à de la prostitution, car un caractère intéressé (par l'argent) et non nécessaire (personne pas dans le besoin) prédominerait dans ce comportement. Le problème de la prostitution des mineurs transcende les différences de genre, de nationalité, et de classe sociale (Schauer et Wheaton, 2006 ; Zhang, 2009). Nous comprenons la complexité des recensements d'autant plus que la question paraît n'émerger véritablement dans le débat public en France que depuis les années 2000 (Ibid. p.107).

Cette question est valable également pour la prostitution dans son ensemble. En effet, l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH) énonce qu'il y a entre 20000 et 40000 personnes en situation de prostitution en France alors que le Syndicat du travail sexuel (STRASS) estime quant à lui ce chiffre à 400000, ce qui serait plus proche des chiffres énoncés par nos voisins européens (HAS, 2016). Comment expliquer une telle disparité dans un rapport de 1 à 10 ?

Pour la prostitution des mineurs, les chiffres avancés sont également très disparates. L'OCRETEH recenserait moins de 50 cas de prostitution de mineurs par an, lorsque ECPAT (2017) en s'appuyant sur un rapport de la commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH) énonce que le nombre de mineurs actuellement en situation de prostitution pourrait être compris entre 4000 et 8000 (ECPAT, 2017) soit un rapport de 1 à 100 !

La prostitution des mineurs est une question épineuse, cependant elle a le droit d'être interrogée, notamment à la vue des travaux de Farvey 2003, Lavoie, Thibodeau & al., 2010, Wall et Bell, 2011 qui mettent en avant que les premières expériences de prostitution se produisent avant l'âge de 18 ans.

Des mineurs à risque

Les facteurs de vulnérabilité qui favorisent l'entrée dans la prostitution chez les mineurs sont bien documentés, et incluent le fait de vivre dans la rue ou d'être en fugue, le besoin d'argent – surtout pour payer sa consommation de substances psychotropes – et les expériences de maltraitance subies (Cusick, 2002; Wilson et Widom, 2010). Alors que des facteurs de risque peuvent propulser les jeunes dans la prostitution, celle-ci les met également à risque d'être exposés aux agressions sexuelles et physiques (Peled et Lugasi 2015), à la toxicomanie, au stress post-traumatique, à la stigmatisation sociale et à des problèmes de santé (Heilmann & al. 2011). La Commission d'évaluation économique et de santé publique (CEESP) de la Haute Autorité de Santé (HAS), souligne que, malgré le peu d'études françaises sur la situation sanitaire des personnes en situation de prostitution (elles ne se limitent pas à la prostitution des mineurs), nous pouvons déjà relever un certain nombre de problématiques sanitaires (VIH/SIDA) d'infections sexuellement transmissibles (IST) et de troubles gynécologiques (HAS, 2016) chez ces personnes. L'état des lieux sur la santé mentale des personnes en situation de prostitution en France n'est pas bien mieux documenté, aucun élément ne nous permet d'appréhender l'état mental des personnes en situation de prostitution (HAS, 2016). Or, des études internationales soulignent l'importance des troubles mentaux chez les personnes en situation de prostitution (Cole & Sprang, 2014) ainsi que la nécessité de les prendre en charge sur le plan traumatologique et de soin psychique (Clawson et al., 2009, Macy & Johns, 2010). D'un point de vue développemental, la prostitution en tant que mode de vie qui crée un stress toxique important est également susceptible d'avoir des conséquences à long terme sur le développement du cerveau des adolescent(e)s et sur le bien-être psychique et social des filles et des femmes, et ce, même après la sortie de la prostitution (Benoit et Millar, 2001; McCray, Wesely et Rasche, 2011).

Les personnes qui souhaitent délaisser leurs activités de prostitution doivent notamment se réinsérer sur le marché du travail (Matthews et al., 2014), se reconstruire une identité et un réseau social (McCray et al., 2011), se défaire d'un lourd stigma social (Sanders, 2007), composer avec des traumatismes non résolus (Dodsworth, 2012), traiter leur problème de toxicomanie (Roe-Sepowitz et al. 2014) et parfois même composer avec un nouveau rôle dans un contexte de maternité (Dodsworth, 2012). Les programmes et les services doivent donc cibler des besoins fondamentaux pour favoriser le sain développement des filles et des femmes, plutôt que de se limiter à une approche pragmatique centrée sur la réduction des risques (ex. : offrir un refuge, des soins médicaux, des contraceptifs, etc.) (Dodsworth, 2012; Matthews et al., 2014; Roe-Sepowitz et al. 2014). La notion de « besoins » qui se rattache aux conséquences de la prostitution est toutefois bien relative, parfois subjective et se doit d'être mieux établie.

Les professionnels face à la prostitution des mineurs

Des études rapportent notamment (Anderson et al, 2017; Peled et Lugasi, 2015) que les perceptions qu'ont les intervenants en regard des filles et des femmes (les études précédentes n'interrogent que la prostitution féminine) en situation de prostitution influencent considérablement leurs pratiques cliniques. Par exemple, alors que certains intervenants considèrent ces filles et ces femmes comme victimes de conditions de vie adverses, d'autres les qualifient comme des individus autonomes faisant des choix volontaires, faisant de ces mineures par la même occasion des délinquantes. Par ailleurs, les praticiens qui considèrent ces jeunes femmes comme étant responsables de leurs choix pourraient passer bien à côté des facteurs qui les ont menées à s'impliquer dans les activités de prostitution (Epstein et Edelman, 2013). À ce titre, pour éviter toute confusion quant à la désignation des mineurs en situation de prostitution, des universitaires notamment aux États-Unis, emploient systématiquement le terme de « Commercial sexual exploitation of children » (CSEC). Cette désignation permet de signifier que les jeunes sont victimes, soit des réseaux (traite des êtres humains et autres), soit de leur propre exploitation à l'égard de leur propre corps (Hardy & al. 2013).

En contexte d'intervention, il semble que certains intervenants éprouvent aussi de la difficulté à aborder le sujet de la prostitution avec les jeunes femmes (Peled et Lugasi, 2015), ils semblent avoir du mal à nommer leurs actes comme relevant de la prostitution. Bien plus que cela avant même d'aborder la question de la prostitution, ils éprouvent des difficultés, de la gêne, à aborder la question du sexe et de la sexualité (Peled et Lugasi, 2015). Les différentes perceptions qu'entretiennent les intervenants à l'égard de ces femmes peuvent s'avérer contre-productives et constituer une barrière dans la consultation de services pour ces dernières (Peled et Lugasi, 2015). De plus, un rapport de recherche récent montre qu'il s'avère important d'être sensible dans le contexte de l'intervention auprès de ces femmes, particulièrement dans l'utilisation des mots, puisque bon nombre d'entre elles seraient réfractaires à fréquenter des programmes et des services qui sont associés au stigma de la prostitution (Lanctôt et al., 2018). Il importe donc de prendre en considération qualitativement les perceptions des intervenants sur les conséquences de la prostitution et sur les besoins qui y sont associés (Krumer-Nevo, Berkovitz-Romano et Komem, 2014; Lanctôt, Ayotte, Turcotte et Besnard, 2012; Peled et Lugasi, 2015).

Alors que les études ont surtout documenté les facteurs de vulnérabilité (Matthews et al., 2014) menant à l'entrée dans la prostitution, peu se sont intéressées à la perception qu'ont les professionnels en regard de la prostitution et des jeunes femmes qui s'impliquent dans de telles activités (Anderson et al., 2017 ; Peled et Lugasi, 2015). Considérant l'importance de répondre aux besoins des jeunes femmes en situation de prostitution et l'importance d'établir une relation sécurisante, chaleureuse et de confiance avec leurs prestataires de soins (Matthews et al., 2014), il devient nécessaire de documenter le point de vue des intervenants à cet égard. D'ailleurs, Lanctôt et al. (2018) soulignent que les schèmes relationnels des intervenants doivent promouvoir une relation éducative et thérapeutique basée sur la justice, l'honnêteté, le respect et la considération, considérant les nombreuses expériences de stigmatisation et d'oppression rapportées par les femmes, conjuguée aux schémas de méfiance, d'abandon et de rejet qui teintent leurs relations interpersonnelles.

Principales questions de recherche

Ainsi cette recherche a pour objet de saisir les représentations des travailleurs sociaux qui accompagnent des mineurs en situation de prostitution dans le cadre de l'ASE, lorsque les mineurs sont considérés comme victimes, mais également dans le cadre de la PJJ lorsqu'ils sont considérés comme des délinquants. Si nous avons ciblé ces institutions, c'est parce que les professionnels de ces institutions sont les plus confrontés à rencontrer les mineurs en situation de prostitution. Cependant, avant de questionner cette problématique, nous avons analysé les différentes politiques et institutions en France et au Canada qui accompagnent les mineurs en situation de prostitution. Ces méthodologies ont été pensées afin de répondre aux questions suivantes :

1) Existe-il des différences dans les structures de prise en charge des mineurs en situation de prostitution entre la France et le Canada ?

2) Quelles sont les représentations des professionnels qui accompagnent les mineurs en situation de prostitution, et peuvent-elles avoir des impacts sur les prises en charge ?

Ce travail est nécessaire pour faire émerger des recommandations au niveau des pratiques et que les professionnels puissent mieux appréhender ces situations.

Énonciation et justification des choix méthodologiques effectués

Afin de parvenir à saisir les représentations des travailleurs sociaux qui accompagnent les mineurs en situation de prostitution, deux méthodologies de recherches ont été réalisées.

Première méthodologie

Un premier protocole de recherche consiste en une démarche collaborative, qui propose d'effectuer une analyse des données de recherche, des politiques sociales et des interventions préconisées pour répondre à la problématique de la prostitution juvénile, et ce, dans les deux contextes sociaux et légaux différents que sont la France et le Canada. Pour se faire, un travail de recueil non systématique des littératures grises et scientifiques effectué entre mai 2019 et mai 2020 a été réalisé en langue anglaise et française. Il a été mené en triple aveugle par trois chercheurs au sein du consortium. Dans les bases de données gouvernementales, associatives et scientifiques (telles que Web of Science, Pubmed, Cochrane, Taylor et Francis), la liste des mots clefs suivante a été employée: «prostitution juvénile», «Canada», «Québec», « France », « politiques publiques », « intervention ». Face au manque de donnée concernant les organismes œuvrant auprès de mineurs exploités sexuellement en France, ce travail de revue de références a ensuite été associé à un travail de recueil systématisé des organismes étatiques et associatifs français. Cette seconde étape n'a par ailleurs pas été nécessaire pour définir le contexte

canadien. L'abondance des associations et organismes dédiés à la prise en charge de ces mineurs étant mentionnés dans la littérature grise.

Ce protocole de recherche basé sur la méthode PRISMA (Preferred Reporting Items for Systematic Reviews and Meta-Analyses) a été nécessaire afin de ne pas manquer des publications dans la littérature.

Deuxième méthodologie

Le second protocole vise à explorer les représentations des travailleurs sociaux qui accompagnent des mineurs en situation de prostitution. Pour se faire, une étude qualitative a été réalisée conformément aux lignes directrices COREQ-32 (Tong A et al. 2007) afin de minimiser les biais de la recherche. Une conception descriptive exploratoire qualitative a été pensée, et réalisée à partir d'entretiens semi-structurés basés sur la recherche qualitative consensuelle (Hill et al., 2005).

À travers ce protocole, deux hypothèses ont été posées : (H1) : *la représentation des mineurs en situation de prostitution en tant que victimes par les travailleurs sociaux favoriserait le développement d'une relation de confiance soutenante et durable.* (H2) : *une représentation négative des professionnels vis-à-vis du mineur, et des espoirs concernant ses possibilités de sortie de la prostitution favoriserait le découragement et l'abandon (des deux côtés).* Ces hypothèses ont évolué au vu des résultats que nous avons obtenus et soulignés dans le premier protocole, mais également, suite à nos différents échanges avec les professionnels canadien et français. En effet, l'hypothèse principale que nous voulions tester était initialement de savoir s'il y avait une influence des perceptions des professionnels en fonction d'une prise en charge.

Terrains et données ayant servi de support à la recherche

Pour réaliser cette enquête, nous avons contacté les directions de deux organismes d'État et de deux associations répondant à des missions d'intérêt public dans le cadre de la protection de l'enfance. L'ensemble des institutions contactées interviennent dans le cadre de la protection de l'enfance. Trois de ces institutions interviennent dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et la dernière institution dans le cadre de la Protection judiciaire de la Jeunesse (PJJ).

Les critères d'inclusions comprenaient (1) être un professionnel et intervenir dans le cadre de la protection de l'enfance, (2) avoir accompagné des mineurs en situation de prostitution avérée ou supposée et (3) être volontaire pour participer à l'étude.

Au total, 46 entretiens de recherche ont été réalisés. 20 auprès des professionnels de l'ASE et 26 auprès des professionnels de la PJJ. L'ensemble des professionnels qui ont participé à l'étude ont signé un consentement éclairé.

Sur les 46 professionnels rencontrés, 13 sont des hommes, et 33 des femmes. La moyenne d'années d'expérience des professionnels est de 9,98 (ET=8.45). Les participants avaient travaillé dans le domaine de la protection de l'enfance pendant 0.8 à 28 ans.

Deux chercheurs ont réalisé les entretiens, le premier est un chercheur expérimenté avec un PhD de psychologie et ayant travaillé pendant 7 ans dans le cadre de la protection de l'enfance. La seconde chercheuse, est diplômée de psychologie et réalise actuellement un doctorat sur la thématique de la prostitution juvénile. Elle exerce également dans le cadre de la protection de l'enfance.

Entretiens semi-structurés

Un guide d'entretien a été défini au début de la recherche, et nous l'avons perfectionné tout au long du protocole. Un questionnaire a été élaboré, s'inspirant d'une méthode québécoise (Lanctôt et al. 2018), du Secure Base Interview¹ et a été bonifié par la revue de la littérature internationale. 3 réunions de recherche rassemblant l'ensemble des chercheurs ont été réalisées pour finaliser la grille d'entretien.

Le guide d'entretien final comprend 12 questions ouvertes permettant d'explorer diverses perceptions de professionnels sur les mineurs en situation de prostitution.

Analyse des données

Les entretiens ont été enregistrés sur bande audio et retranscrits *in extenso*. Ensuite, nous avons analysé les données conformément aux recommandations de Hill et al., (2005), à l'appui des 32 critères de la checklist : *Consolidated criteria for reporting qualitative research (COREQ)*. Cette méthode de traitement est particulièrement adéquate pour l'examen des expériences subjectives et des croyances des professionnels. Pour cela, i) deux membres de l'équipe ont travaillé sur l'analyse des données tout au long du traitement de celle-ci de façon à favoriser la multiplicité des perspectives, ii) la validation du traitement des données a été réalisée par un troisième membre de l'équipe de façon à minimiser les biais d'interprétation et iii) le consensus dans l'analyse de la signification des données a été recherché.

¹ Le SBI est un questionnaire basé sur le modèle Secure Base développé par le Professeur Gillian Schofield et le Dr Mary Beek au Centre de recherche sur les enfants et les familles de l'université d'East Anglia, au Royaume-Uni. <https://www.uea.ac.uk/providingasecurebase/resources/the-secure-base-interview>

Principales conclusions de la recherche

Dans un premier temps, la première conclusion qui découle de notre étude est la différence terminologique pour désigner la problématique. En effet, la loi française utilise le terme de prostitution des mineurs, lorsque la loi canadienne désigne cette même problématique par l'expression « d'exploitation sexuelle des mineurs ». Si les lois sont similaires, en ce qu'elles viennent interdire ces pratiques prostitutionnelles, et affirmer le statut de victime du mineur impliqué, il n'en demeure pas moins que le sens sous-jacent des termes, peut induire différentes représentations. Il nous semble donc pertinent de poursuivre des recherches sur ce que la différence des termes peut induire comme représentations différentes.

Également subsiste une différence significative dans la prise en charge des mineurs en situation de prostitution. Le Canada, et plus spécifiquement le Québec, compte un certain nombre de programmes, d'institutions et de concertations pour à la fois prévenir et intervenir en cas de prostitution juvénile contrairement à la France qui propose une prise en charge différente. En effet, le Canada propose des dispositifs spécifiques à la prévention et à l'accompagnement des mineurs en situation de prostitution. À notre connaissance, il n'existe pas d'institution similaire en France. Cependant, l'organisation de la prise en charge de cette problématique en France s'inscrit dans un accompagnement interinstitutionnel. Ce type d'accompagnement est régi par les liens établis entre les institutions, ce qui dans certains cas peut-être un frein à la bonne mise en place de l'accompagnement éducatif, mais dans d'autres, une force, notamment dans le fait de réunir plusieurs acteurs autour d'un accompagnement.

Dans un second temps, l'analyse qualitative en quatre étapes a fait émerger sept domaines majeurs au sein desquels ont pu être identifiées différentes représentations des travailleuses et travailleurs sociaux. Lesdits domaines concernent : (1) la définition de la prostitution ; (2) les profils des mineurs victimes de ces pratiques ; (3) les parcours prostitutionnels ; (4) les conséquences de la prostitution ; (5) les prises en charge qui existent pour accompagner ces mineurs ; (6) les résultats de ces prises en charge ; (6) les propositions de prises en charge.

Concernant la définition de la prostitution, les professionnels interrogés ont mis en avant quatre catégories permettant de définir l'appréhender : (1) le type de pratique ; (2) les contreparties ; (3) les formes d'organisations de la prostitution ; (4) la notion de consentement. La majorité des travailleurs sociaux a conscience de la variété des pratiques et des rémunérations que comprend la prostitution. Ils évoquent notamment l'envoi de photos dénudées, les pratiques d'escorting et de michetonnage moyennant finances, ainsi que les cadeaux et services (logement, sécurité). Il est à noter que, plus de la moitié des travailleurs sociaux mettent en exergue la question du consentement dans leur définition des comportements prostitutionnels. Rares sont les professionnels qui considèrent qu'un consentement est possible chez le mineur, alors que de façon quasi générale, ils assimilent la prostitution infanto-juvénile à de l'exploitation sexuelle. Le flou autour de cette notion reste

toutefois souvent évoqué, les pratiques prostitutionnelles chez les mineurs n'étant pas bien comprises par les professionnels.

Une première piste d'amélioration de la prise en charge de ces mineurs pourrait donc concerner une formation des professionnels leur permettant d'acquérir de plus grandes connaissances concernant les différentes formes d'emprises (intrinsèques ou exercées par un tiers), amenant les mineurs à s'adonner à ce type de pratiques. Plus largement, une définition claire et consensuelle de la prostitution des enfants devrait être diffusée, mettant en avant la notion d'exploitation sexuelle.

De plus, il y aurait selon les professionnels, une pluralité de profils de mineurs, chaque situation prostitutionnelle se distinguant d'une autre. Toutefois, il est nécessaire de rappeler l'impact des représentations sociales sur la cartographie de ces profils, notamment en termes de genre. L'un des consensus émergeant à travers l'analyse du discours de ces travailleurs sociaux réside dans l'idée que les mineurs sont abîmés, en souffrance, du fait d'une histoire familiale difficile, d'un parcours de vie traumatique et d'un rapport au corps biaisé. Le profil d'un mineur victime se dessine donc à travers le discours de ces professionnels. Toutefois, ces derniers restituent le discours de ces adolescents, et ces adolescents sont loin de se considérer comme des victimes, ils viennent nier leur implication dans la prostitution ou en tirent des bénéfices.

Une troisième catégorie émanant de l'analyse du discours des travailleurs sociaux concerne le parcours prostitutionnel de ces jeunes, et notamment les facteurs d'entrée dans la prostitution ainsi que les freins à la sortie. L'argent est considéré comme une des causes principales. Il n'est pas systématiquement présenté comme motivation première, mais semble inscrire le mineur dans une routine, dont il a du mal à se détacher. Plus de la moitié des participants évoquent également la possibilité d'entrer dans ce système par l'intermédiaire d'un tiers (manipulation, force, influence du groupe, du réseau, d'une personne). Enfin, l'influence de facteurs plus inconscients, personnels, est mise en avant. L'entrée dans la prostitution pourrait alors advenir comme une tentative d'élaboration une expérience traumatique passée en la reproduisant, à l'instar d'une compulsion de répétition. La mineure viendrait répéter à travers les conduites prostitutionnelles, l'agression sexuelle qu'elle a subie, pour se donner l'illusion que cette fois-ci, c'est lui qui contrôle. Selon les professionnels interrogés, il pourrait également s'agir de la quête d'une figure d'attachement, qui pourrait être trouvée dans les proxénètes ou les clients.

Face à ces parcours prostitutionnels, deux principaux axes ont été évoqués par les travailleurs sociaux au sujet des conséquences de la prostitution juvénile. Tandis que le premier porte sur les conséquences que les mineurs subissent, le second a trait aux retentissements sur les professionnels. Concernant les mineurs, trois types de conséquences existent selon les professionnels interrogés (somato-psychiques ; psychologiques ; sociales). Les répercussions

des pratiques prostitutionnelles infantiles sur les travailleurs sociaux seront quant à elles divisées en trois parties (positives ; négatives ; neutres).

Pour accompagner ces mineurs en situation de prostitution, les travailleurs sociaux interrogés mettent en avant l'importance et l'existence d'une relation de confiance, de respect, permettant la libération de la parole de ces jeunes. La prise en compte du corps dans le travail éducatif semble également être effective au sein des structures, car mentionnée par un grand nombre de participants. C'est également le cas pour les activités et services permettant l'insertion ou la réinsertion des adolescents. Enfin, le dernier aspect existant qui semble primordial pour les professionnels réside dans le travail d'équipe, l'échange.

Cependant, ces éléments de la prise en charge ne peuvent se suffire à eux-mêmes. Les aspects relationnels, légaux et institutionnels constituent les trois axes de prises en charge proposés par les professionnels. Sur le versant relationnel, les professionnels évoquent majoritairement la nécessité de proposer aux jeunes un nouvel horizon, permettant de se détacher de l'argent rapide et de se remobiliser dans une vie définie comme « normale ». L'idée étant de leur proposer d'autres activités et moyens d'être autonomes d'un point de vue financier. Concernant la dimension légale, la mise en place d'intervention précoce en lien avec la prévention de la prostitution est jugée comme prioritaire. Les travailleurs sociaux évoquent notamment la nécessité de mettre en place des ateliers à visée informative, en sollicitant par exemple d'anciennes personnes en situation de prostitution. Des mesures plus rapides, qui tiennent dans la durée sont également recommandées. Sur un versant institutionnel, la moitié des professionnels interrogés évoque la nécessité de mettre en place des formations spécifiques afin d'apprendre à repérer, aborder et comprendre les situations dans lesquelles se retrouvent ces mineurs. Le souhait d'acquérir des protocoles et outils adaptés est également mis en exergue par les participants.

Recommandations

Les résultats conduisent à des recommandations générales, qui soulèvent l'importance à l'avenir d'examiner plus précisément les possibles disparités institutionnelles en France, afin de produire des recommandations ajustées à l'état des lieux des pratiques dans les différentes institutions prenant en charge les mineurs en situation de prostitution. De plus, dans le cadre de cette recherche collaborative franco-canadienne, les divergences législatives qui ont été relevées pour la France et le Canada suggèrent d'ores et déjà des limites sur les plans de la représentativité des échantillons et de leur reproductibilité. Ainsi, ce travail préconise, du côté de la recherche, des investigations complémentaires plus fines prenant en compte la diversité des enjeux et des implications de la prostitution juvénile en France, concernant les victimes et leurs facteurs de vulnérabilité propres, l'étiologie prostitutionnelle, et ses modalités de prise en charge. Également, les résultats évoqués soutiennent une nécessité d'amélioration

des dispositifs de soins en France, encouragée à s'inspirer des techniques d'intervention et de réadaptation actuelle au Canada, en favorisant conjointement le travail pluridisciplinaire et la facilitation d'accès aux ressources de connaissances et aux formations.

Bibliographie

Anderson, V. R., England, K., & Davidson, W. S. (2016). Juvenile Court Practitioners' Construction of and Response to Sex Trafficking of Justice System Involved Girls. *Victims & Offenders*, 12(5), 663-681. DOI:10.1080/15564886.2016.1185753

Benoit, C., Millar, A., (2001). *Dispelling Myths and Understanding Realities, Working Conditions, Health Status, and Exiting Experiences of Sex Workers.*

Clawson, H. J., Dutch, N., Salomon, A., & Grace, L. G. (2009). Human trafficking into and within the United States: A review of the literature. U.S. Department of Health and Human Services. Retrieved from <http://aspe.hhs.gov/hsp/07/HumanTrafficking/LitRev/index.shtml>

Cole, J., & Sprang, G. (2015). Sex trafficking of minors in metropolitan, micropolitan, and rural communities. *Child Abuse & Neglect*, 40, 113-123. DOI:10.1016/j.chiabu.2014.07.015

Cusick, L. (2002). Youth prostitution: a literature review. *Child Abuse Review*, 11(4). DOI:10.1002/car.743

Dodsworth, J., (2012). Pathways through sex work : Childhood experiences and adult identities. *British Journal of Social Work*, 42, 519-536.

ECPAT (2017). Rapport annuel. Repéré à : <https://ecpat-france.fr/www.ecpat-france/wp-content/uploads/2018/09/Rapport-activit%C3%A9s-2017-WEB.pdf>

Epstein, R., Edelman, P. (2013). *Blueprint: A Multidisciplinary Approach to the Domestic Sex Trafficking of Girls.* Based on the Conference "Critical Connections: A Multisystems Approach to the Domestic Sex Trafficking of Girls." Held at Georgetown Law, Washington, D.C.

Farvey, D., (2003). The right to the city, *International journal of urban and regional research*, Vol. 27, pp.939-941.

Hardy, V. L., Compton, K. D., & McPhatter, V. S. (2013). Domestic Minor Sex Trafficking. *Affilia*, 28(1), 8-18. DOI:10.1177/0886109912475172

HAS (2016). État de santé des personnes en situation de prostitution et des travailleurs du sexe et identification des facteurs de vulnérabilité sanitaire. https://www.has-sante.fr/upload/docs/application/pdf/2016-04/rapport_etat_de_sante_des_personnes_en_situation_de_prostitution_et_des_travailleurs_du_sexe_vf.pdf

Hill, C. E., Knox, S., Thompson, B. J., Williams, E. N., Hess, S. A., & Ladany, N. (2005). Consensual qualitative research: An update. *Journal of Counseling Psychology*, 52(2), 196-205. DOI:10.1037/0022-0167.52.2.196

Heilemann, T., & Santhiveeran, J., (2011). How do female adolescents cope and survive the hardships of prostitution? A content analysis of existing literature. *Journal of ethnic & cultural diversity in social work*. Vol. 20, 2011, 57-76.

Joseph, V., O'Deyé, A. & Choquet, L. (2011). Un sujet peu traité: La prostitution des mineurs. *Les Cahiers Dynamiques*, 53(4), 106-115. DOI:10.3917/lcd.053.0106.

Krumer-Nevo, M., Berkovitz-Romano, A., Komem, M., (2014). The study of girls in social work: Major discourses and feminist ideas, *Journal of Social Work*, Vol. 15, pp.425-446.

Lanctôt, N., Ayotte, M.-H., Turcotte, M., & Besnard, T. (2012). Youth care workers' views on the challenges of working with girls: An analysis of the mediating influence of practitioner gender and prior experience with girls. *Children and Youth Services Review*, 34(11), 2240-2246. DOI:10.1016/j.chilyouth.2012.08.002

Lanctôt, N. Couture, S., Couvrette, A., Laurier, C., Paquette, G., Parent, G et Turcotte, M. (2018). La face cachée de la prostitution : une étude des conséquences de la prostitution sur le développement et le bien-être des filles et des femmes. Rapport de recherche remis au Fonds de recherche du Québec - Société et Culture. Montréal, Canada. Repéré à : http://www.frqsc.gouv.qc.ca/documents/11326/448958/PF_2016_rapport_N.Lanctot.pdf/74322c84-71d9-44a1-a217-9194e825fd08

Lavoie, F., Thibodeau, C., Gagné, M.-H., Hébert, M., (2010). Buying and Selling Sex in Québec Adolescents: A Study of Risk and Protective Factors. *Archives of sexual behavior*, 39, pp.1147-60.

Macy, R. J., & Johns, N. (2011). Aftercare services for international sex trafficking survivors: informing U.S. service and program development in an emerging practice area. *Trauma, violence & abuse*, 12(2), 87-98. <https://doi.org/10.1177/1524838010390709>

Matthews, J. S., Marulis, L. M., and Williford, A. P. (2014). Gender processes in school functioning and the mediating role of cognitive self-regulation. *J. Appl. Dev. Psychol.* 35, pp.128-137

McCray, K., Wesely, J. K., & Rasche, C. E. (2011). Rehab Retrospect: Former Prostitutes and the (Re)construction of Deviance. *Deviant Behavior*, 32(8), 743-768. DOI:10.1080/01639625.2010.514224

Mohammed, M., (2011). La dynamique des bandes. Dans Mohammed, M., *La formation des bandes : Entre la famille, l'école et la rue*, Paris, PUF, pp. 231-288.

Peled, E., & Lugasi, R. (2015). How Israeli social workers perceive adolescent girls in prostitution. *Child Abuse & Neglect*, 42, 20-29. DOI:10.1016/j.chiabu.2014.12.003

Roe-Sepowitz, D., & Hickie, K. (2014). Putting the pieces back together: a group intervention for sexually exploited adolescent girls. *Social work with groups*, 37(2), 99-113. DOI:10.1080/01609513.2013.823838

Sanders, T., (2007). Becoming an ex-sex worker : making transitions out of a deviant career, *Feminist Criminology*, 2 (1), pp.1-22.

Schauer, E., J., & Wheaton, E., M., (2006). Sex trafficking into the United States: A literature review. *Criminal Justice Review*, 31(2), pp.146–169.

Tong, A., Sainsbury, P., & Craig, J. (2007). Consolidated criteria for reporting qualitative research (COREQ): a 32-item checklist for interviews and focus groups. *International Journal for Quality in Health Care*, 19(6), 349-357. DOI:10.1093/intqhc/mzm042

Walls, N., E., & Bell, S., (2011). Correlates of engaging in survival sex among homeless youth and young adults. *Journal of Sex Research*, 48, pp.423–436.

Wilson, H. W., & Widom, C. S. (2009). A prospective examination of the path from child abuse and neglect to illicit drug use in middle adulthood: the potential mediating role of four risk factors. *Journal of youth and adolescence*, 38(3), 340–354. DOI:10.1007/s10964-008-9331-6

Zhang, S., X., (2009). Beyond the “Natasha” story: A review and critique of current research on sex trafficking. *Global Crime*, 10(3), pp.178–195